

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201075]

30 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne les établissements d'hébergement et d'accueil pour les aînés

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 349, 360, 405, § 2, 406, 407 et 408/1;

Vu le décret du 21 février 2013 modifiant le Livre V de la deuxième partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé - volet décretaal;

Vu l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations des polders ou de waterings;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 1465 et suivants;

Vu l'avis de la Commission wallonne des Aînés du Conseil wallon de l'Action sociale et de la Santé, donné le 19 juillet 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 avril 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 mai 2013;

Vu l'avis de la Société wallonne du Logement du 26 août 2013;

Vu l'avis du Comité permanent du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 11 octobre 2013;

Vu l'avis n° 54.682/4 du Conseil d'Etat, donné le 30 décembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 tel que remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Considérant l'avis du Conseil supérieur du Logement, donné le 18 septembre 2013;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. A l'article 1465 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « avec un maximum de cinquante m² » sont remplacés par les mots « avec un maximum de soixante m² »;

2° il est inséré des alinéas 3 et 4 rédigés comme suit :

« Les exigences spécifiques visées à l'article 405, § 2, du Code décretaal sont les suivantes :

1° l'installation de détection d'incendie visée à l'annexe 119, 6.6.;

2° l'ascenseur accessible aux personnes en chaise roulante, tel que visé à l'annexe 121, 8.5. si tout ou partie des logements ne sont pas situés au niveau normal d'évacuation du bâtiment;

3° le local ayant pour fonction la buanderie et disposant d'une lessiveuse et d'un séchoir, tel que visé à l'annexe 121, 8.6.;

4° la salle polyvalente et son équipement ainsi que le WC situé à proximité de cette salle, tel que visé à l'annexe 121, 8.6.;

5° l'équipement de l'espace cuisine muni au moins d'une hotte, d'un frigo et d'une table de cuisson électrique avec au moins deux points de chauffe, tel que visé à l'annexe 121, 8.7.;

6° le système d'ouvre-porte et d'interphonie permettant d'identifier les visiteurs et d'ouvrir à distance la porte de la résidence-services, tel que visé à l'annexe 121, 8.9.;

7° le système d'interphonie permettant au résident d'appeler à l'aide à partir de son logement et des locaux communs et d'entrer en contact direct avec le personnel de garde, tel que visé à l'annexe 121, 8.10.

Le pourcentage maximum visé à l'article 405, § 2, du Code décretaal s'élève à quinze pour cent du coût maximum admis au bénéfice du subside. »

Art. 3. A l'article 1467, alinéa 2, du même Code, les mots « les salaires officiels de la construction d'application » sont remplacés par « les salaires officiels de la construction catégorie A d'application pour les employeurs qui occupent plus de vingt travailleurs ».

Art. 4. Dans le même Code, il est inséré une sous-section 6 intitulée « Procédure particulière d'octroi des subventions aux résidences-services sociales » comportant les articles 1494/1 et 1494/2, rédigés comme suit :

« Sous-section 6 : procédure particulière d'octroi des subventions aux résidences-services sociales

Art. 1494/1. § 1^{er}. Une subvention à un pouvoir local, une régie autonome ou une société de logement de service public souhaitant construire une résidence-services sociale peut être demandée uniquement après avoir obtenu préalablement l'accord du Gouvernement dans le cadre du programme d'action en matière de logement visé aux articles 187 à 190 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable.

§ 2. Le demandeur introduit la demande de subvention sous la forme d'une déclaration sur l'honneur, dont le modèle est établi par l'administration, dans laquelle il atteste :

1° qu'il a pris connaissance de l'ensemble des normes relatives à l'octroi d'un titre de fonctionnement en tant que résidence-services et qu'il s'engage à réaliser l'investissement projeté dans le respect de ces normes;

2° qu'il s'engage à attribuer le marché de travaux sur la base d'un métré qui opère une distinction entre les postes généraux nécessaires à la réalisation des logements sociaux et les postes qui portent sur les éléments spécifiques qui permettent à ces logements sociaux de répondre aux conditions d'octroi d'un titre de fonctionnement en tant que résidence-services.

§ 3. La demande de subvention est accompagnée d'une convention conclue entre le gestionnaire de la maison de repos sur le site de laquelle la résidence-services sociale sera érigée et soit la société de logement de service public si elle sollicite elle-même la subvention, soit le pouvoir local ou la régie autonome, demandeur de la subvention et la société de logement de service public compétente pour gérer les logements créés.

Cette convention contient au minimum :

1° l'identification des parties;

2° une disposition stipulant que l'éventuelle subvention complémentaire accordée par la Région wallonne au demandeur est affectée exclusivement au projet auquel elle est destinée;

3° l'engagement du demandeur de ne pas attribuer de marchés sans approbation préalable par le gestionnaire de la maison de repos;

4° les modalités de mise à disposition de la résidence-services sociale au gestionnaire de la maison de repos par le demandeur, à la date de la réception provisoire des travaux;

5° la manière selon laquelle la société de logement de service public confie au gestionnaire de la maison de repos la gestion de la résidence-services sociale comprenant notamment les relations avec les résidents ainsi que la fixation et la perception du prix mensuel d'hébergement, tel que visé à l'annexe 121, 2.1.2 à 2.1.5.4. du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

6° les modalités de prise en charge du gros entretien;

7° les modalités de calcul du loyer à payer par le gestionnaire à la société de logement de service public;

8° la manière dont sont pris en charge l'assurance contre l'incendie et tout impôt, taxe ou redevance;

9° la durée de la convention et les conditions de sa résiliation;

10° les modalités de l'attribution des logements par le gestionnaire de la maison de repos dans le respect de l'ordre d'attribution suivant :

- aux locataires de la société de logement de service public compétente pour gérer les logements ainsi créés;
- aux locataires d'une autre société de logement de service public;
- aux candidats locataires de la société de logement de service public compétente pour gérer les logements ainsi créés;
- aux candidats locataires d'une autre société de logement de service public;
- aux autres candidats.

Le projet de convention est communiqué pour information à la Société wallonne du Logement.

§ 4. La demande de subvention est adressée à l'administration par lettre recommandée ou par tout autre moyen conférant une date certaine à l'envoi.

§ 5. Dans les trente jours ouvrables de la réception de la demande de subvention, l'administration notifie au demandeur, soit un accusé de réception si la demande de subvention est complète, soit un avis l'invitant à compléter, dans un délai de trente jours ouvrables, sa demande de subvention en précisant les pièces manquantes.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, la demande de subvention est considérée comme recevable.

Le Ministre statue sur la demande de subvention dans les six mois de la réception du dossier complet et notifie sa décision au demandeur. Il en informe le Département du Logement de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie ou la Société wallonne du Logement.

Art. 1494/2. § 1^{er}. La demande d'accord sur l'attribution du marché est instruite par le Département du Logement de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie si la demande est introduite par un pouvoir local ou une régie autonome, ou par la Société wallonne du Logement si la demande est introduite par une société de logement de service public.

Le Département du Logement de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie ou la Société wallonne du Logement transmet à l'administration une synthèse du dossier d'analyse et un exemplaire du métré détaillé dans lequel sont clairement identifiés les éléments spécifiques strictement nécessaires à l'octroi d'un titre de fonctionnement en qualité de résidence-services. Sur la base de ces éléments, et dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre détermine le montant de la subvention complémentaire octroyée pour la réalisation de ce projet, dans les trois mois de la réception des éléments visés à l'alinéa précédent.

§ 2. La subvention complémentaire est liquidée au moment où la gestion de la résidence-services sociale est confiée au gestionnaire de la maison de repos et ce, après vérification du respect des normes spécifiques relatives au titre de fonctionnement des résidences-services.

§ 3. L'administration compétente en matière de logement social instruit le dossier relatif au compte final et transmet à l'administration une synthèse du dossier d'analyse et une copie du compte final. »

Art. 5. Au 2.1.2. de l'annexe 121 du même Code, à la suite du 3^e alinéa, les alinéas suivants sont intégrés :

« Toutefois, en ce qui concerne les résidences-services sociales, le prix mensuel d'hébergement est déterminé en fonction des critères spécifiques du logement social, hors services obligatoires et hors suppléments qui correspondent à des services auxquels le résident fait librement appel.

En ce qui concerne les résidences-services construites avec les subventions du logement social mais ne répondant pas à la définition de la résidence-services sociale, le prix mensuel d'hébergement peut être déterminé en fonction des critères spécifiques du logement social, hors services obligatoires et hors suppléments qui correspondent à des services auxquels le résident fait librement appel. »

Art. 6. Le 9.1. de l'annexe 121 du même Code est remplacé par les dispositions suivantes :

« Une réponse est apportée à tout appel du résident, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, de manière à ce que cet appel soit acquitté sur le lieu où il a été lancé dans les quinze minutes de sa survenance.

Si la résidence-services est établie sur le site d'une maison de repos ou d'une maison de repos et de soins, la garde permanente de la résidence-services peut être assurée par le personnel de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins concernée. Dans ce cas, la présence d'au moins un membre du personnel de soins ou de réactivation est assurée de manière permanente dans les locaux de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins concernée.

Si la résidence-services n'est pas établie sur le site d'une maison de repos ou d'une maison de repos et de soins, la garde permanente de la résidence-services, au moins entre 7 et 19 heures chaque jour, est assurée dans les locaux de la résidence-services, sans préjudice de la réponse à apporter aux appels des résidents tels que visés au 1^{er} alinéa.

Un registre des appels, informatisé au plus tard au 1^{er} janvier 2015, est tenu à jour; il mentionne la nature de l'appel, l'heure précise et le délai d'intervention pour chaque appel.

La liste actualisée du personnel de garde et son horaire sont communiqués aux résidents. ».

Art. 7. A l'article 4, 2^o, a), de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders ou de wateringues, les mots « et d'habitations pour vieux ménages » et « , sauf pour les habitations pour vieux ménages » sont abrogés.

Art. 8. Le décret du 21 février 2013 modifiant le Livre V de la deuxième partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé - volet décretaal entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 9. La Ministre de la Santé et de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201075]

30 JANUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen van het regelgevend deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de inrichtingen voor de huisvesting en de opvang van bejaarde personen

De Waalse Regering,

Gelet op het "Code wallon de l'Action sociale et de la Santé" (Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid), de artikelen 349, 360, 405, § 2, 406, 407 en 408/1;

Gelet op het decreet van 21 februari 2013 tot wijziging van Boek V van het tweede deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid - decretaal luik;

Gelet op het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken, en verenigingen van polders of van wateringen;

Gelet op het regelgevend deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikelen 1465 en volgende;

Gelet op het advies van de « Commission wallonne des aînés du Conseil wallon de l'Action sociale et de la Santé » (Waalse Seniorencommissie van de Waalse Raad voor Sociale Actie en Gezondheid), gegeven op 19 juli 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 april 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 mei 2013;

Gelet op het advies van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) van 26 augustus 2013;

Gelet op het advies van het Permanent Comité van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 11 oktober 2013;

Gelet op het advies nr. 54.682/4 van de Raad van State, uitgebracht op 30 december 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, zoals vervangen bij de wet van 2 april 2003;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur du Logement" (Hoge Huisvestingsraad), gegeven op 18 september 2013;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Artikel 1465 van het regelgevend deel van het Waals Wetboek van Sociale actie en Gezondheid wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden "met een maximum van 50 m²" vervangen door de woorden "met een maximum van 60 m²";

2° er worden een lid 3 en een lid 4 ingevoegd, luidend als volgt :

"De specifieke eisen bedoeld in artikel 405, § 2, van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn de volgende :

1° de installatie voor branddetectie bedoeld in bijlage 119, 6.6.;

2° de lift moet toegankelijk zijn voor personen in een rolstoel zoals bedoeld in bijlage 121, 8.5. indien het geheel of een gedeelte van de woningen niet op de normale evacuatieverdieping van het gebouw gelegen zijn;

3° het lokaal dat als washok dient en dat over een wasmachine en een droger beschikt zoals bedoeld in bijlage 121, 8.6.;

4° de polyvalente zaal en zijn uitrusting alsook de WC die naast deze zaal gelegen is zoals bedoeld in bijlage 121, 8.6.;

5° de uitrusting van de keukenruimte uitgerust met een zuigkap, een koelkast en een elektrische kookplaat met minstens twee kookzones zoals bedoeld in bijlage 121, 8.7.;

6° een deuropenings- en interfoniesysteem om de bezoekers te kunnen identificeren en om de deur van de serviceflat op afstand te kunnen openen zoals bedoeld in bijlage 121, 8.9.;

7° een intercom installatie waarmee de bewoner vanaf zijn woning en vanaf de gemeenschappelijke lokalen om hulp kan vragen en rechtstreeks contact kan opnemen met het personeelslid van dienst zoals bedoeld in bijlage 121, 8.10.

Het maximum percentage bedoeld in artikel 405, § 2, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedraagt vijftien percent van de maximumkost die in aanmerking komt voor het voordeel van de subsidie."

Art. 3. In artikel 1467, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de officiële salarissen van de bouw die van toepassing zijn" vervangen door de woorden "de officiële salarissen van de bouw categorie A die van toepassing zijn voor de werkgevers die meer dan twintig werknemers tewerkstellen".

Art. 4. In hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 6 ingevoegd met als opschrift "Bijzondere toekenningsprocedure van de subsidies aan de sociale serviceflats" met de artikelen 1494/1 en 1494/2, luidend als volgt :

"Onderafdeling 6 : Bijzondere toekenningsprocedure van de subsidies aan de sociale serviceflats

Art. 1494/1. § 1. Een subsidie aan een plaatselijke overheid, een autonoom bedrijf of een openbare huisvestingsmaatschappij die een sociale serviceflat wensen te bouwen, kan alleen maar worden aangevraagd nadat men de voorafgaande instemming van de Regering heeft gekregen in het kader van het actieprogramma inzake huisvesting bedoeld in de artikelen 187 tot 190 van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen.

§ 2. De subsidieaanvraag wordt door de aanvrager ingediend in de vorm van een verklaring op erewoord waarvan het model door de administratie opgemaakt wordt en waarin hij bevestigt :

1° dat hij kennis genomen heeft van alle normen betreffende de toekenning van een werkingsvergunning als serviceflat en dat hij zich ertoe verbindt de geplande investering te verwezenlijken met inachtneming van deze normen;

2° dat hij zich ertoe verbindt de overheidsopdracht voor aanneming van werken toe te kennen op basis van een opmetingsstaat die een onderscheid maakt tussen de algemene posten die nodig zijn voor de uitvoering van de sociale woningen en de posten die betrekking hebben op specifieke elementen die het voor deze sociale woningen mogelijk maken om te voldoen aan de voorwaarden voor de toekenning van een werkingsvergunning als serviceflat.

§ 3. De subsidieaanvraag gaat vergezeld van een overeenkomst gesloten tussen de rustoordbeheerder op de locatie waarvan de sociale serviceflat gebouwd zal worden en hetzij de openbare huisvestingsmaatschappij als zij om de subsidie verzoekt, hetzij de plaatselijke overheid of het autonoom bedrijf, aanvrager van de subsidie en de openbare huisvestingsmaatschappij die bevoegd is om deze woningen te beheren.

In deze overeenkomst worden minstens vermeld :

1° de identificatie van de partijen;

2° een bepaling waaruit blijkt dat de bijkomende subsidie die het Waalse Gewest eventueel aan de aanvrager verleent uitsluitend dient voor het project waarvoor ze bestemd is;

3° de verbintenis van de aanvrager om geen opdrachten toe te wijzen zonder voorafgaande goedkeuring door de rustoordbeheerder;

4° de modaliteiten volgens welke de serviceflat door de aanvrager ter beschikking van de rustoordbeheerder gesteld wordt op de datum van de voorlopige oplevering van de werken;

5° de manier waarop de openbare huisvestingsmaatschappij de rustoordbeheerder belast met het beheer van de sociale serviceflat, o.m. de relaties met de bewoners alsook de bepaling en de inning van de maandelijkse huisvestingsprijs zoals bedoeld in bijlage 121, 2.1.2 tot 2.1.5.4. van het regelgevend deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

6° de modaliteiten inzake de tenlasteneming van de grote onderhoudswerken;

7° de modaliteiten inzake de berekening van de huur die door de beheerder aan de openbare huisvestingsmaatschappij moet worden betaald;

8° de manier waarop de brandverzekering en elke belasting, taks of heffing ten laste worden genomen;

9° de duur van de overeenkomst en haar opzeggingsvoorwaarden;

10° de modaliteiten inzake de toewijzing van de woningen door de rustoordbeheerder met inachtneming van de volgende volgorde inzake toewijzing :

- aan de huurders van de openbare huisvestingsmaatschappij die bevoegd is om deze woningen te beheren;
- aan de huurders van een andere openbare huisvestingsmaatschappij;
- aan de kandidaat-huurders van de openbare huisvestingsmaatschappij die bevoegd is om deze woningen te beheren;
- aan de kandidaat-huurders van een andere openbare huisvestingsmaatschappij;
- aan de andere kandidaten.

Het ontwerp van overeenkomst wordt ter informatie aan de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) meegedeeld.

§ 4. Het verzoek om subsidie wordt aan de administratie gericht bij aangetekend schrijven of via elke modaliteit die vaste datum aan de verzending verleent.

§ 5. Binnen dertig werkdagen na ontvangst van het verzoek om subsidie bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als het verzoek volledig is, hetzij een bericht waarbij zij hem erom verzoekt zijn aanvraag om subsidie binnen dertig dagen te vervolledigen en hem op de ontbrekende stukken wijst.

Als geen bericht van ontvangst binnen de voorgeschreven termijnen wordt toegestuurd, wordt het verzoek om subsidie geacht ontvankelijk te zijn.

De Minister beslist binnen zes maanden na ontvangst van het volledige dossier over het verzoek om subsidie en geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing. Hij brengt het Departement Huisvesting van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst of de "Société wallonne du Logement" hiervan op de hoogte.

Art. 1494/2. § 1. Het verzoek om akkoord over de toewijzing van de opdracht wordt onderzocht door het Departement Huisvesting van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst als het verzoek door een plaatselijke overheid of een autonoom bedrijf wordt ingediend, of door de "Société wallonne du Logement" als het verzoek door een openbare huisvestingsmaatschappij worden ingediend.

Het Departement Huisvesting van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst of de "Société wallonne du Logement" bezorgt de administratie een samenvatting van het analysedossier en een exemplaar van de omstandige opmetingsstaat waarin de specifieke elementen die strikt noodzakelijk zijn voor de toekenning van een werkingsvergunning als serviceflat duidelijk worden vermeld. Op basis van deze elementen en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten bepaalt de Minister het bedrag van de bijkomende subsidie die voor de verwezenlijking van dit project wordt toegekend, binnen drie maanden na ontvangst van de elementen bedoeld in het vorig lid.

§ 2. De bijkomende subsidie wordt uitbetaald op het ogenblik dat het beheer van de sociale serviceflat aan de rustoordbeheerder wordt toegewezen en dit, na verificatie van de inachtneming van de specifieke normen betreffende de werkingsvergunning van de serviceflats.

§ 3. De administratie die bevoegd is inzake sociale huisvesting onderzoekt het dossier betreffende de eindrekening en bezorgt de administratie een samenvatting van het analysedossier en een afschrift van de eindrekening.

Art. 5. In punt 2.1.2. van bijlage 121 bij hetzelfde Wetboek wordt het derde lid aangevuld als volgt :

"Wat de sociale serviceflats betreft wordt de maandelijks huisvestingsprijs evenwel bepaald naar gelang van de specifieke criteria van de sociale huisvesting, behalve de verplichte diensten en de toeslagen die overeenstemmen met diensten waarop de bewoner een vrij beroep heeft gedaan.

Wat de sociale serviceflats betreft die met de subsidies van de sociale huisvesting worden gebouwd maar niet voldoen aan de omschrijving van de sociale serviceflats kan de maandelijks huisvestingsprijs worden bepaald naar gelang van de specifieke criteria van de sociale huisvesting, behalve de verplichte diensten en de toeslagen die overeenstemmen met diensten waarop de bewoner een vrij beroep heeft gedaan."

Art. 6. Punt 9.1. van bijlage 121 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Elke oproep van een bewoner wordt 24 uur op 24 beantwoord zodat deze oproep binnen de vijftien minuten kan worden afgehandeld op de plaats waar hij plaatsgevonden heeft.

Als de serviceflat is gevestigd op de locatie van een rustoord of van een rust- en verzorgingstehuis kan de wachtdienst van een serviceflat worden waargenomen door het personeel van het betrokken rustoord of van het rust- en verzorgingstehuis. In dit geval moet minstens één lid van het verpleeg- of reactivatiepersoneel voortdurend aanwezig zijn in de lokalen van het betrokken rustoord of rust- en verzorgingstehuis.

Als de serviceflat niet is gevestigd op de locatie van een rustoord of van een rust- en verzorgingstehuis kan de wachtdienst van een serviceflat, ten minste elk dag tussen 7 en 19 uur, worden waargenomen in de lokalen van de serviceflat, onverminderd het antwoord dat elke oproep van een bewoner moet krijgen zoals bedoeld in het eerste lid.

Er wordt een oproepenregister (elektronisch uiterlijk op 1 januari 2015) bijgehouden waarin voor elke oproep de aard, het exacte uur en de tussenkomsttermijn vermeld worden.

De bijgewerkte lijst van het personeel van dienst en zijn uurregeling worden aan de bewoners meegedeeld."

Art. 7. In artikel 4, 2°, a), van het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken, en verenigingen van Polders of van wateringen, worden de woorden "en woningen voor bejaarde gezinnen" en ", met uitzondering van de woningen voor bejaarde gezinnen" opgeheven.

Art. 8. Het decreet van 21 februari 2013 tot wijziging van Boek V van het tweede deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid - decretaal luik treedt in werking op de dag van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 9. De Minister van Gezondheid en Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX